

*M. R. Bell*

# STATEMENT DISCOURS



Conférence de presse du Secrétaire  
d'Etat aux Affaires extérieures,  
l'honorable Mitchell Sharp, tenue  
à Moscou le 21 novembre 1973

SEAE: J'étais en ces lieux il y a dix-huit ans, en qualité de fonctionnaire, de sous-ministre, alors que j'accompagnais M. Lester B. Pearson, ministre des Affaires étrangères du Canada, qui devait devenir Premier ministre par la suite. Cette fois, j'ai été invité par le Gouvernement soviétique à faire une visite officielle et j'ai eu l'occasion hier de m'entretenir de questions bilatérales et de questions internationales avec M. Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, que j'ai rencontré à plusieurs occasions en divers points du monde depuis sa visite au Canada, il y a quatre ans. Ces dernières années ont été marquées par un important développement des relations entre le Canada et l'URSS: nous avons signé un certain nombre d'accords et notamment le Protocole de consultations qui constitue en un sens le cadre dans lequel nous tenons nos conversations ici en URSS. L'importance accordée au développement de nos relations découle en partie de la visite effectuée en URSS par notre Premier ministre, M. Trudeau, et de la visite de M. Kossyguine au Canada en 1971. L'URSS est l'un des pays voisins du Canada et notre plus proche voisin au Nord. Nous entretenons en outre des relations soutenues avec l'URSS en des forums comme la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont le Canada est membre. Les entretiens que j'ai eus hier reflètent la nature des relations entre nos deux pays. Dans la matinée, par exemple, nous avons discuté des relations bilatérales entre nos deux pays. Nous avons parlé des échanges culturels, des contacts humains et, en particulier, de la réunification des familles canadiennes; dans l'après-midi, nous avons discuté des questions internationales qui touchent de près nos deux pays. Les principaux sujets de nos conversations de l'après-midi ont porté par exemple sur la situation au Moyen-Orient et la participation canadienne à la Force d'urgence des Nations Unies et à la CSCE. Sur certaines questions, nous étions entièrement d'accord; sur d'autres, nous l'étions partiellement, et sur d'autres encore, de fortes divergences de vues nous séparaient. A mon avis, il était très important que nous ayons eu cet échange de vues, non seulement sur les points à l'égard desquels notre pensée était identique, mais aussi et plus particulièrement sur les points où se manifestaient nos divergences de vues. A l'égard de ces dernières questions notamment, j'estime que nous devons exprimer chacun notre point de vue, afin de ne laisser aucune place à des malentendus possibles, afin que nos deux pays comprennent pourquoi ils diffèrent dans leurs opinions, et dans l'espoir de nous influencer mutuellement en vue de réaliser un accord.

Réunification des familles canadiennes: Il y a, au Canada, un certain nombre de personnes qui désirent faire venir des membres de leur famille immédiate; ainsi seraient réunies des familles qui, dans bien des cas, se trouvent séparées depuis de nombreuses années. Il est un autre aspect de la question qui préoccupe aussi les Canadiens et qui

se rattache à l'ensemble du problème des contacts humains, de la réunification des familles dans un sens général; ce problème concerne de nombreux groupes qui diffèrent par leurs origines raciales, et notamment, au Canada, les Juifs et les Ukrainiens. Sur le premier point de la réunification des familles canadiennes, des progrès très substantiels sont en voie de réalisation. Au cours de ces dernières années, le Gouvernement canadien a présenté un nombre important de cas qui ont connu une solution satisfaisante. Je n'ai pas soulevé la question générale de la réunification des familles et de la liberté de voyage sauf pour exprimer les préoccupations des Canadiens à cet égard. Je n'ai pas formulé d'observations au nom du Gouvernement canadien comme je l'ai fait dans le cas de la réunification des familles canadiennes. M. Gromyko m'a répondu sur ce point que c'était pour l'URSS une question de régie interne qu'il ne convenait pas de discuter dans un cadre bilatéral. J'ajouterais que la réunification des familles canadiennes comprend des Juifs, des Ukrainiens, des gens de toutes origines raciales qui correspondent aux divers groupes nationaux de l'URSS. Lorsque j'ai soulevé la question de la dissension en URSS, M. Gromyko m'a répondu: "La dissension est loin d'être un phénomène étranger au Canada; nous en avons ici en URSS et cela ne devrait pas vous surprendre".

QUESTION:

Lors des échanges de vues d'ordre politique, économique ou culturel, dans quels secteurs estimez-vous avoir obtenu les résultats les plus positifs?

REPONSE: Je suis particulièrement satisfait des progrès que nous avons accomplis dans trois secteurs au cours de ces entretiens. Nous avons d'abord réalisé de très grands progrès en matière de réunion des familles et je crois que cela améliorera sensiblement les relations entre le Canada et l'URSS. Au chapitre des affaires culturelles, nous avons convenu de l'opportunité de poursuivre nos échanges culturels et sportifs jusqu'ici couronnés de succès, et, sur le plan commercial, nous avons convenu qu'il fallait accentuer nos négociations actuelles de façon à traduire les études en contrats.

QUESTION: Points de divergence

REPONSE: Il est un point sur lequel nous différons considérablement d'opinion - je ne voudrais pas insister là-dessus étant donné que nous aurons peut-être l'occasion de concilier ces points de vues au cours des prochaines négociations -: il s'agit des négociations actuelles dans le cadre de la CSCE. Le Canada, au même titre que les autres pays occidentaux, essaie de réduire les barrières qui entravent la liberté de mouvement des populations, des idées et de l'information. M. Gromyko, se faisant le porte-parole du gouvernement soviétique, s'attache surtout à des questions comme l'inviolabilité des frontières, le principe de non-ingérence dans les affaires d'autres États et la

question de non-agression. Il s'agit plutôt d'une différence d'accentuation. Au cours de mes rencontres antérieures avec M. Gromyko, nous avons convenu que tout accord auquel nous aboutirions dans le cadre de cette conférence devrait renfermer ces deux concepts. Il ne s'agit donc pas tellement d'une différence de point de vue que d'une différence d'accentuation, mais il n'en demeure pas moins que cette différence est marquée et que j'ai clairement fait connaître ma position à M. Gromyko à diverses reprises, hier même encore pendant nos entretiens.

QUESTION: Attitude soviétique concernant le cessez-le-feu au Moyen-Orient

REPONSE: Au cours de nos discussions, nous avons convenu de la nécessité de maintenir le cessez-le-feu. Il va sans dire que nous n'avons eu aucune divergence d'opinion à ce sujet; toutefois, j'ai étudié avec M. Gromyko les possibilités qui s'offrent au cours de la prochaine phase, la question des négociations entre Israël et les pays arabes. Sur ce point, j'ai eu l'impression qu'il était très difficile d'en arriver à un accord qui soit considéré juste et équitable par les deux parties. M. Gromyko m'a clairement fait entendre qu'il appuyait fermement le point de vue arabe.

QUESTION: Crise de l'énergie.

REPONSE: Non. Nous n'avons pas discuté la question de l'énergie. Je ne crois pas que le Canada et l'URSS aient lieu de le faire car il n'y aura vraisemblablement pas de "commerce d'énergie" entre les deux pays, du moins pas dans un avenir immédiat.

QUESTION: Position soviétique relativement à la mission de M. Kissinger et à la situation au Moyen-Orient

REPONSE: M. Gromyko n'a pas discuté avec moi de la position américaine concernant la crise au Moyen-Orient. A un certain moment, il a toutefois ajouté que l'URSS poursuivait ses négociations avec les pays arabes et les Etats-Unis.

QUESTION: Réfugiés palestiniens

REPONSE: Oui, nous avons eu de très longs entretiens à ce sujet parce que j'avais précisé que cette question était au coeur du problème et que, faute d'y trouver une solution satisfaisante, il serait très difficile d'en arriver à un accord qui serait considéré juste par les deux parties. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'en suis venu à la conclusion que la question sera extrêmement difficile à résoudre.

QUESTION: Etes-vous satisfait de votre visite et jusqu'à quel point?

REPONSE: Je suis jusqu'ici très satisfait de ma visite et convaincu que je le serai encore davantage. D'abord, il est bien évident en raison de l'accueil qu'on m'a réservé et du sérieux qui ont marqué nos conversations que l'URSS désire entretenir de bonnes relations avec le Canada. En outre, je suis heureux d'avoir eu l'occasion de causer assez longuement avec trois dirigeants de la hiérarchie soviétique, soit le ministre des Affaires étrangères, le Président et le Premier ministre M. Kossyguine. Enfin, ma principale source de satisfaction réside dans le fait que nous ne nous sommes pas attardés en fades remarques, mais que nous avons discuté de problèmes extrêmement difficiles à résoudre.